



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

PARTICIPATIONS PUBLIQUES
(Direction générale du Trésor, 1941-1975)
Répertoire numérique détaillé

établi par Sylvie JULIEN

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Aéronautique et transport aérien.....	7
Transport maritime.....	7
Industrie pétrolière et gazière.....	8
Industries minière et chimique.....	9
Industrie textile.....	10

Référence

B-0070460/1 – B-0070489/2

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Participations publiques.

Dates extrêmes

1941-1975

Noms des principaux producteurs

Direction générale du Trésor, bureau D2 (financements industriels).

Importance matérielle

30 boîtes soit 3,92 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 28 avril 1975 portant la référence PH 013/75.

Historique du producteur

La loi du 30 août 1940 transforme la direction du mouvement général des fonds en direction du Trésor qu'elle limite à la gestion interne, les relations financières internationales étant réservées à une direction des finances extérieures nouvellement créée. Mais la mise en œuvre du plan Marshall donne à la direction du trésor un positionnement majeur (décret du 30 juillet 1948). Tout en gardant la compétence relative au mouvement général des fonds, elle étend ses missions à la conversion de l'administration des finances à l'économie : désormais, elle coordonne le financement des investissements publics, par l'intermédiaire successivement de la commission des investissements (décret du 10 juin 1948), du Fonds de développement économique et social (FDES) (décret du 30 juin 1955) et du comité des investissements à caractère économique et social (décret du 27 novembre 1996). À la suite des nationalisations de l'après-guerre, elle se voit également attribuer un rôle dans le contrôle des entreprises publiques et dans la mise en place de l'État actionnaire. Sa tutelle sur les entreprises

nationalisées, d'abord purement financière, devient progressivement technique, étayée par une fonction de "transformateur d'épargne" en investissements à long terme. De toutes ces missions, il résulte une large implication de sa part dans la transformation de la structure industrielle de la France. En 1948, la direction du trésor reprend le bureau de statistiques et d'études financières, et le transforme en 1953 en service des études économiques et financières. Cet outil d'analyse et de prévision économiques est érigé en direction de la prévision en 1965. Cette même année, la direction du trésor récupère un grand nombre d'attributions de la direction des finances extérieures (décret du 1er juin 1965). L'expansion de ses activités reste étroitement liée à celle des missions de la direction du budget, s'agissant de la préparation, du contrôle et de l'exécution des opérations financières et de trésorerie. En matière budgétaire, la distinction ministère de l'économie / ministère du budget (de 1978 à 1981, puis de nouveau à partir de 1994) provoque la séparation de la direction du Trésor des comptes du Trésor et des administrations financières. Collectant et distribuant les fonds, pilote de la mission de contrôle des activités financières (décret du 24 juillet 1984, décret du 19 mai 2004), la direction du Trésor joue également un rôle de premier plan dans la réforme du secteur bancaire. Elle soutient, sous sa tutelle directe, le développement du secteur parapublic correspondant et participe au développement du marché financier. Enfin, une nouvelle sous-direction est créée avec le transfert des attributions de la direction des assurances (décret du 8 février 1991). Le mouvement de privatisation d'entreprises industrielles et de banques commencé en 1986 rétrécit le périmètre d'intervention de la DT et aboutit à la transformation de la sous-direction qui était chargée de la gestion des actifs de l'État dans les entreprises publiques en un service à compétence nationale rattaché au directeur du Trésor, l'Agence des participations de l'État (décret du 9 septembre 2004 et arrêté du 11 octobre 2004). Enfin, la mission historique de gestion de la dette publique est confiée à un autre service à compétence nationale également rattaché au directeur du Trésor, l'Agence de la dette, dite Agence France Trésor (arrêté du 8 février 2001). En 2004 (décret n° 2004-1203 du 15 novembre 2004), la direction du trésor est absorbée par la direction générale du trésor et de la politique économique (DGTPE).

La DGTPE devient, le 13 mars 2010, la direction générale du Trésor (DG Trésor) (décret n° 2010-291). La simplification du nom, marque pour cette direction l'aboutissement de plusieurs réorganisations internes liées notamment à la modification profonde des modes d'intervention de l'État dans l'économie : réduction de la taille du secteur public économique (privatisations), transferts de compétences au niveau européen (politique commerciale, réglementation bancaire et financière, politique monétaire et de change), transfert des compétences de contrôle à des autorités administratives indépendantes (Autorité de contrôle prudentiel, Autorité des marchés financiers, etc.), délégation de la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques à des agences de l'État (Ubifrance, agence française de développement, etc.).

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Ces archives ont été classées de manière thématique.

Présentation du contenu

Ces dossiers concernent des sociétés exerçant des activités dans les domaines de la construction aéronautique, le transport aérien ou maritime, l'industrie pétrolière ou gazière, l'industrie minière et chimique, l'industrie textile.

On y trouve des documents relatifs à la gestion et au suivi de ces entreprises, ainsi qu'à l'action de l'État dans ces secteurs d'activités.

Indexation

Industrie chimique

Industrie extractive

Industrie textile

Hydrocarbure

Gaz naturel

Construction aéronautique

Transport aérien

Transport maritime

B-0070460/1 – B-0070465/2

Aéronautique et transport aérien.

1949-1972

B-0070460/1

Aviation civile, 5^e plan d'équipement et de productivité des transports urbains : note, correspondance, rapport ; industrie aéronautique française : brochure.

1967-1972

B-0070460/2

Air France : notes du contrôleur d'État avec la direction du Trésor.

1960-1972

B-0070461/1 - B0070463/1

Air France, programme d'investissements ; achats d'avions : note, correspondance, rapport, tableau.

1949-1970

B-007046/1

1949-1958

B-0070462/1

1959-1965

B-0070463/1

1966-1970

B-0070464/1

Air France, états évaluatifs des recettes et des dépenses ; programme d'exploitation : note, correspondance, tableau.

1963-1969

B-0070465/1

Sud Aviation, programme "Caravelle" : note, correspondance ; activités économiques aéronautiques et extra-aéronautiques : note, correspondance.

1957-1972

B-0070465/2

Sociétés nationales de constructions aéronautiques, situations financières : note, correspondance.

1949-1957

B-0070466/1 – B-0070467/2

Transport maritime.

1954-1973

B-0070466/1

Marine marchande 4^e plan, financement de l'armement industriel : note, correspondance, procès-verbal, brochure ; compagnies de navigation, programme et situations financières : note, correspondance, procès-verbal, rapport.

1959-1973

B-0070467/1

Compagnie générale transatlantique, programme d'investissements, comité n°8 du fonds de développement économique et social (FDES) : note, correspondance, tableau, compte rendu, procès-verbal.

1967-1970

B-0070467/2

Compagnie des messageries maritimes, situation financière : note, correspondance, procès-verbal.

1954-1970

B-0070468/1 – B-0070482/1

Industrie pétrolière et gazière.

1951-1975

B-0070468/1 – B-0070471/1

Entreprise de recherches et d'activités pétrolières (ERAP).

1966-1971

B-0070468/1

Conseil d'administration, comité spécial : comptes rendus des séances.

1966-1971

B-0070469/1 – B-0070471/1

Bilan des comptes, préparation du budget, programme général d'activité et d'investissement, état des dépenses et recettes : note, correspondance, tableaux, fascicules.

1966-1971

B-0070469/1

1966-1967

B-0070470/1

1968

B-0070471/1

1969-1971

B-0070472/1

Négociations franco-algériennes sur les hydrocarbures algériens, transferts financiers : note, correspondance, tableau ; incidences des accords franco-algériens sur le pétrole : note, correspondance ; télégrammes en provenance des Affaires étrangères.

1963-1968

B-0070473/1

Somalgaz, financement de la construction de l'usine de Skikda (Algérie), participation de l'ERAP, projet de gaz : note, correspondance, tableau ; technique bilan des comptes d'exploitation, de pertes et profits : note, correspondance, brochure.

1963-1972

B-0070474/1 – B-0070475/1

Organisme technique de mise en valeur des recherches du sous-sol saharien.

1959-1972

B-0070474/1

Négociations franco-algériennes sur le pétrole, régime des transferts en Algérie : note, correspondance.

1970-1972

B-0070475/1

Exploitation du gisement du gaz naturel d'Hassi er R'Mel (SEHR), travaux de recherche pour le franchissement de la Méditerranée, financement des dépenses d'investissement : note, correspondance.

1959-1961

B-0070476/1 – B-0070477/1

Gaz naturel du Sahara.

1958-1969

B-0070476/1

Travaux et financement du transport de gaz : note, correspondance, procès-verbal ; sociétés travaillant en Algérie pour la recherche du pétrole et du gaz (CAMEL, CIGAL, COMES, SEGANS, SEHR, SEMAREL, SETREL, SOTHRA), coopération pétrolière franco-algérienne : note, correspondance.

	1963-1969
B-0070477/1	
Coût de production du gaz : note, correspondance, projet, procès-verbal, compte rendu.	
	1958
B-0070478/1	
Aquitaine-organico, augmentation du capital, gestion des participations publiques : note, correspondance, tableau, procès-verbal.	
	1954-1971
B-0070479/1 – B-0070482/1	
Trapil (exploitation de réseaux d'oléoducs en France).	
	1951-1975
B-0070479/1	
Activités et commentaires de l'industrie pétrolière : correspondance, brochure.	
	1970-1973
B-0070480/1	
Programme de financement et d'investissement : note, correspondance, procès-verbal.	
	1951-1975
B-0070481/1	
Politique pétrolière française : rapport, brochure.	
	1967-1973
B-0070482/1	
Bilan, compte annuel.	
	1963-1970
B-0070483/1 – B-0070489/1	
Industries minière et chimique.	
	1965-1975
B-0070483/1 – B-0070485/1	
Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).	
	1965-1974
B-0070483/1	
Compte rendu d'activité : note, correspondance, rapport.	
	1965-1974
B-0070484/1	
Exercice de gestion annuel : rapport.	
	1969-1971
B-0070485/1	
Bulletin de politique industrielle : rapport ; programme d'activité, compte rendu d'exécution : rapport.	
	1968-1971
B-0070486/1 – B-0070489/1	
Entreprise minière et chimique (E.M.C.).	
	1967-1975
B-0070486/1	
Comité financier : compte rendu ; compte et rapport d'activité : note, correspondance, rapport, tableau.	
	1967-1975

B-0070487/1

Mines de potasse d'Alsace (MDPA), acquisition par l'Éducation nationale d'un immeuble situé à Argenteuil : note, correspondance ; programme à long terme : note, correspondance, tableau, bilan, rapport mensuel ; Société de gestion et de participation minière et chimique (SOGEPAR) : rapport.

1967-1974

B-0070488/1 – B-0070489/1

Société commerciale des potasses et de l'azote (SCPA).

1969-1974

B-0070488/1

Azote et produits chimiques : tableau de bord, compte rendu ; état des prévisions de recettes et de dépenses : fascicules.

1971-1974

B-0070489/1

Aménagement du monopole français de la potasse : note, correspondance ; plan à long terme : correspondance ; bilan : note, tableau ; procès-verbal.

1969-1973

B-0070489/2

Industrie textile. - Cession d'actions de la Société des textiles artificiels du centre (ex France Rayonne) : note, correspondance, bilan, procès-verbal.

1941-1951